

CONVENTION

Fondation CJC France

Fondation sous égide de la Fondation pour l'Université de Lyon

Entre :

d'une part,

- L'Université de Lyon, représentée par son Président, Monsieur Khaled Bouabdallah,
- Le CNRS, représenté par son Président, Monsieur Alain Fuchs
- La CCI Lyon Métropole, représentée par son Président, Monsieur Emmanuel IMBERTON,
- Le MEDEF Rhône-Alpes, représenté par son Président, Monsieur Bernard Gaud,
- L'Institut Mérieux, représenté par son Président, Monsieur Alain Mérieux
- Keolis Lyon, représenté par son Directeur Général, Monsieur Pascal Jacquesson
- Velan SAS, représenté par son Directeur Général, Monsieur Jean-Luc Mazel

ci-après désignés par « **les Fondateurs** »

et :

d'autre part,

la **Fondation pour l'Université de Lyon**

Représentée par son Président, Monsieur Bernard Bigot

ci-après désignée « **Fondation Abritante** »

Préambule

Les Fondateurs ont formé le projet commun de soutenir le développement des échanges culturels, universitaires et économiques entre d'une part, la France et la région Auvergne - Rhône-Alpes et, d'autre part, le Canada et le Québec.

La **Fondation Abritante** a pour but de favoriser le progrès de la connaissance et de l'innovation scientifique et technologique et de contribuer au rayonnement et au développement industriel, économique et social de la région de Lyon et de Saint Etienne.

De par ses statuts modifiés et approuvés en date du 23 mars 2012, il est stipulé que la **Fondation Abritante** a vocation, conformément aux dispositions de l'article 5 de la

loi 87/571 du 23 juillet 1987 modifiée et dans les conditions prévues aux statuts actuels, à recevoir des versements pour le compte d'œuvres et d'organismes mentionnés au 1b de l'article 200 et au 1a de l'article 238bis du code général des impôts qui assignent un but analogue au sien.

La **Fondation Abritante** a également vocation, conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi précitée, à recevoir, en vue de la réalisation d'une œuvre d'intérêt général et à but non lucratif se rattachant à ses missions, l'affectation irrévocable de biens, droits ou ressources sans que soit créée à cet effet une personne morale nouvelle. Cette affectation peut être dénommée Fondation.

La **Fondation Abritante** peut ouvrir un fonds « *avec ou sans dotation* ».

Le règlement intérieur de la **Fondation Abritante** définit les modalités de fonctionnement de ce fonds qui est géré de manière indivisible au sein de la **Fondation Abritante**.

Créée par la présente convention, la **Fondation « Centre Jacques Cartier France »**, ci-après dénommée « **Fondation CJC France** » ou la **Fondation abritée**, est une Fondation de flux placée sous l'égide de la **Fondation Abritante**.

La convention portant création de la **Fondation CJC France** est donc signée entre la **Fondation Abritante** et les **Fondateurs**, ainsi que cela a été expressément autorisé par le Conseil d'Administration de la **Fondation Abritante** du 8 décembre 2015.

Ceci ayant été exposé, il a été convenu ce qui suit :

TITRE I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1 – Objet de la convention

Cette convention a pour but de créer, abritée au sein de la **Fondation abritante**, une fondation sous égide dénommée : **Fondation CJC France**

La **Fondation CJC France** pourra collecter des fonds en France et à l'étranger pour répondre à l'objet social repris dans l'article 2 de la présente convention.

A cet effet, la **Fondation Abritante** s'engage à créer un fonds **Fondation CJC France** et à ouvrir un compte qui traduira tous les mouvements recettes et dépenses et à en assurer la gestion.

Article 2 – Objet de la Fondation

La **Fondation CJC France** a pour objet de soutenir les actions permettant l'intensification des échanges des communautés académiques, économiques et plus largement de l'ensemble des acteurs entre le Québec et le Canada d'une part, et la région Auvergne - Rhône-Alpes et la France d'autre part.

Ces actions seront notamment portées par l'association que la Fondation créera et soutiendra avec la fondation homologue de droit québécois « Fondation du Centre Jacques Cartier », ci-après dénommée « **Fondation CJC Québec** ».

Article 3 – Siège

La **Fondation CJC France** est domiciliée au siège social de la **Fondation Abritante**, 210 avenue Jean Jaurès - 69007 LYON. Il pourra être transféré en tout autre lieu du territoire de la Métropole de Lyon par simple décision du comité exécutif.

TITRE II – ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

Article 4 - Gouvernance

La **Fondation CJC France** est administrée par un comité exécutif composé à sa création de 5 à 7 membres répartis comme suit:

- Un membre désigné par l'Université de Lyon
- Un membre désigné par la CCI de Lyon
- Trois à cinq autres membres désignés par le comité des fondateurs

Le Comité des fondateurs est composé, à l'origine, des représentants des **Fondateurs** signataires de la convention. Pourront également par la suite devenir fondateurs et, à ce titre, participer au Comité des fondateurs, les personnes morales ou physiques s'engageant à soutenir financièrement l'activité de **la Fondation CJC France** pendant au moins trois ans pour un montant dont le minimum est fixé par le Comité exécutif.

Les membres du Comité exécutif sont nommés pour trois ans renouvelables

La composition du Comité exécutif est modifiable par avenant à la présente convention.

Participe aussi au comité exécutif avec voix consultative un représentant habilité de la Fondation abritante.

Les décisions du Comité des fondateurs et du Comité exécutif sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés.

La présence de la majorité des membres en exercice du Comité exécutif est nécessaire pour la validité des décisions. En cas d'absence de quorum, il est procédé à une convocation par le Président dans un délai de quinze jours. Aucune condition de quorum n'est alors exigée.

En cas de vote à égalité la voix du président du Comité exécutif est prépondérante.

Le Président du Comité exécutif est élu à la majorité simple par le Comité exécutif parmi ses membres, pour trois ans renouvelables.

Le Président du Comité exécutif peut inviter des personnalités qualifiées en raison de leurs compétences à une réunion du Comité Exécutif avec voix consultative.

Le Comité exécutif peut mettre en place des comités et des groupes de travail pour les besoins des missions mentionnées.

Article 5 – Réunion du Comité exécutif

Le Comité exécutif se réunira *au moins deux fois par an* sur convocation de son Président, et à tout moment à la demande du représentant de la **Fondation Abritante**.

Le commissaire du gouvernement de la Fondation abritante est invité permanent aux réunions du Comité exécutif.

Les décisions du Comité exécutif sont consignées dans les procès-verbaux et sont adressés à la Fondation abritante.

Le Président de la **Fondation Abritante** peut s'opposer à toutes décisions du Comité exécutif qui seraient contraires à la loi ou à la présente convention. En cas d'exercice de ce droit de veto, le Président de la **Fondation Abritante** est tenu de motiver sa décision par écrit et de la signifier au Président du Comité exécutif dans un délai de 15 jours après réception du procès-verbal régularisé de la séance au cours de laquelle a été prise la décision considérée.

Les membres du Comité exécutif exercent leurs fonctions à titre gratuit. Cependant, les frais exposés par les membres pour l'accomplissement de leur mandat peuvent donner lieu à remboursement, sur présentation de justificatifs et suivant décision expresse du Comité exécutif.

Article 6 – Attribution du Comité exécutif

Le Comité exécutif décide de la stratégie de la **Fondation CJC France**, fait connaître les buts et les moyens de la **Fondation CJC France** et vote le budget.

Il décide des actions à soutenir et des montants à attribuer aux bénéficiaires sous réserve de l'exercice du droit de veto du Président de la **Fondation Abritante** mentionné à l'article 5.

Il s'assure également de la bonne mise en œuvre des projets retenus.

Il examine les comptes de l'exercice clos et, le cas échéant, formule toutes remarques ou observations.

TITRE III – DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 7 – Ressources

7.1 Les ressources de la **Fondation CJC France** sont composées :

- des versements faits par les fondateurs, les entreprises et les particuliers,
- des subventions de l'Etat, des collectivités locales ou d'institutions publiques reçues par la **Fondation CJC France** et qui lui sont affectées. Toute demande de subvention est initiée par la **Fondation CJC France** puis signée par la **Fondation Abritante**,

- des legs et donations dont la procédure d'instruction sera initiée et finalisée par la **Fondation Abritante**, Fondation abritante de la **Fondation CJC France** et désignée comme telle dans le testament.

Ces ressources seront par décision du Comité exécutif, soit capitalisées en dotation, soit utilisées pour répondre à l'objet social.

- 7.2 La **Fondation CJC France** ne pourra entreprendre une opération de collecte de fonds sans en avoir référé préalablement à la **Fondation Abritante** et lui avoir communiqué le détail de la procédure de collecte. Toutes opérations de vente aux enchères devront être soumises à l'accord préalable écrit de la **Fondation Abritante**.

Article 8 – Engagement

La **Fondation Abritante** s'engage à :

- exécuter les décisions du Comité exécutif de la **Fondation CJC France** sous réserve qu'elles soient conformes aux statuts et au règlement intérieur de la **Fondation Abritante**,
- établir chaque année un compte d'exploitation,
- gérer le patrimoine du fonds,
- exécuter les procédures des legs ou donations consentis à la **Fondation CJC France** pour le compte du fonds, sous réserve que les charges et conditions soient conformes à la convention ainsi qu'aux statuts et à la déontologie de la **Fondation Abritante**,
- encaisser les versements et émettre un reçu fiscal aux donateurs.

Le patrimoine du fonds est géré par les fonds communs de la **Fondation Abritante**.

La **Fondation CJC France** s'engage à :

- Faire connaître les buts et les moyens du fonds, à recueillir les fonds nécessaires à son fonctionnement et à introduire les demandes d'aide.
- Respecter les procédures de fonctionnement de la **Fondation Abritante**.
- Soumettre tout engagement et tout contrat à la signature du président de la **Fondation Abritante** ou d'un responsable titulaire d'une délégation du président.

La **Fondation CJC France** s'engage à respecter la réglementation applicable à l'exercice de ses activités.

Si la **Fondation CJC France** souhaite effectuer un dépôt légal, elle s'adresse directement à la **Fondation Abritante** qui procède à l'accomplissement de ce dépôt. Les documents de dépôt sont signés par la **Fondation Abritante**. L'ensemble des frais afférents à ce dépôt, y compris les frais de recherche d'antériorité et, le cas échéant, les frais liés à la défense de la marque sont à la charge de la fondation sous égide.

Article 9 – Gestion

Afin de couvrir les frais engagés par la **Fondation Abritante** pour la gestion et le fonctionnement du fonds, la **Fondation Abritante** opérera un prélèvement sur les revenus encaissés selon le barème en vigueur validé par son conseil d'administration

Tous les frais de gestion viendront en diminution de la somme disponible destinée à répondre à l'objet social de la **Fondation CJC France**.

TITRE IV – COMMUNICATION

Article 10 - Communication

Les Fondateurs autorisent la **Fondation Abritante** à faire état de l'existence de la **Fondation CJC France** et de son objet dans l'ensemble de sa communication et à pouvoir communiquer le budget de la **fondation abritée**.

La **Fondation CJC France** s'engage à faire apparaître sous son nom la mention « sous égide de la Fondation pour l'Université de Lyon » notamment dans tous les documents administratifs, papiers à entête... et de faire valider les documents avant leur diffusion.

La **Fondation Abritante** autorise à communiquer la présente convention aux membres du Comité exécutif et à toute personne qui pourrait en être partie prenante.

TITRE V – DUREE - EVOLUTION DE LA CONVENTION - LITIGES

Article 11- Durée et dissolution

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

Le Comité exécutif peut décider, après consultation du comité des fondateurs, de la cessation d'activité et de la dissolution de la **Fondation CJC France**.

Le Comité exécutif statue sur l'utilisation du solde du compte de la Fondation, dans le respect des règles applicables au mécénat.

A défaut, la **Fondation Abritante**, après avoir procédé aux paiements correspondant aux actions ayant fait l'objet de décisions du comité exécutif, décide de l'utilisation du solde. Il peut s'agir d'affecter le montant disponible à un organisme menant une action analogue à l'objet de la **Fondation CJC France** et un statut lui permettant de recevoir ce don.

En cas d'absence de respect de ses obligations par la **fondation abritée** ou si aucun mouvement financier n'a été effectué pendant un an, la **Fondation Abritante** procède à la dissolution de la **Fondation CJC France** deux mois après en avoir avisé **les Fondateurs** et la fondation par lettre recommandée avec avis de réception. Ces derniers peuvent présenter des observations écrites ou demander à être entendus.

Dès lors que la **Fondation CJC France** obtiendrait la Reconnaissance d'Utilité Publique par décret en Conseil d'Etat, la dotation et les fonds disponibles seraient transférés par décision du Conseil d'Administration de la **Fondation Abritante**.

En cas de dissolution de la **Fondation Abritante**, l'actif net de la **Fondation CJC France** sera traité suivant les dispositions reprises à l'article 17 des statuts de la **Fondation Abritante**.

Article 12 – Evolution de la convention


La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre le président de la **Fondation abritante** ou son représentant et le président du comité exécutif de la **Fondation CJC France**, après autorisation par le Conseil d'administration de la Fondation abritante et avis conforme du Comité des Fondateurs de la **Fondation CJC France**, pris sur proposition de son Comité exécutif.

Article 13 – Litiges

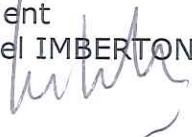
En cas de litiges dans la mise en œuvre de la présente convention, ce litige est porté par la partie la plus diligente devant le Commissaire du gouvernement de la **Fondation abritante**.

Fait à Lyon, le 4 mars 2016
En 8 exemplaires

Pour la **Fondation pour
l'Université de Lyon**
Le Président
Bernard BIGOT



Pour la **CCI Lyon
Métropole**
Le Président
Emmanuel IMBERTON



Pour l'**Université de Lyon**
Le Président
Khaled BOUABDALLAH



Pour le **MEDEF
Rhône-Alpes**
Alain MERIEUX
Bernard GAUD



Pour le **CNRS**
Le Président
Alain FUCHS



Pour l'**Institut Mérieux**
Le Président



Pour **Keolis Lyon**
Le Directeur Général
Pascal JAQUESSON



Pour **VELAN SAS**
Le Directeur Général
Jean-Luc MAZEL

